

Les frustrations de Bonn et les menaces de Donald Trump obscurcissent l'horizon



Ouverture de la session de négociations climat à Bonn en Allemagne le 16 mai 2016. ©D. R.

La session intermédiaire de négociations sur le climat (SB44) à Bonn (Allemagne), s'est achevée jeudi 26 mai. C'est le seul rendez-vous formel avant la CoP22 à Marrakech, en novembre prochain.

Pendant dix jours les diplomates se sont penchés sur les contributions décidées au niveau national (INDC). Après cette réunion, les négociateurs semblent optimistes pour réunir le minimum pour l'entrée en vigueur du traité, à savoir qu'au moins 55 pays représentant 55% des émissions mondiales ratifient le traité. Un autre volet d'optimisme provient de la volonté du couple Chine/États-Unis, les deux plus grand émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre (GES)- de 38% des émissions totales dans le monde- qui ont affiché leur volonté de ratifier l'accord avant la fin de l'année en cours. Selon Liz Gallagher, directrice de Climate Briefing Service (CBS) "Il y a eu de l'agitation à Bonn autour du fait que le traité de Paris puisse entrer en vigueur plus tôt que prévu. Cette perspective a certainement mis les négociateurs sous pression pour parvenir à des résultats et préparer la CoP22".

Le devenir de l'accord de Paris est largement tributaire de l'élection américaine

Mais c'est sans compter sur le puissant lobby des climato-sceptiques, aux États-Unis, qui porte la candidature de Donald Trump pour la Maison-Blanche. En effet, après s'être assuré de l'investiture du parti républicain (le nombre de délégués nécessaires est largement atteint), le candidat républicain à l'élection du mois de

novembre déclare : “Je vais annuler l’accord de Paris sur le climat”, ajoutant que “cet accord donne à des bureaucrates étrangers le contrôle sur la quantité d’énergie que nous pouvons consommer dans notre pays”. Pour lui, les efforts pour limiter le changement climatique vont tuer l’emploi et le commerce et “le gouvernement fédéral doit se tenir à l’écart du secteur de l’énergie”. Ce qui signifie une liberté accrue pour les multinationales de choisir leur secteur d’intervention sans contraintes de lois ou de taxes en faveur des sources moins émettrices de GES, comme envisagé par l’Administration Obama. Cette hypothèse d’un gouvernement américain qui se tiendrait à l’écart de la communauté internationale sur la gouvernance climatique, comme au temps du Protocole de Kyoto en 1977, est évidemment un sujet de préoccupation majeure pour tous ceux qui avaient espoir d’impulser une transition énergétique moins carbonée et maintenir les chances d’éviter un scénario catastrophe pour la planète.

Le débat sur la transition énergétique dans les pays en développement est encore d’actualité

Un autre problème à gérer, à l’opposé des thèses des conservateurs américains qui comptent notamment développer à la fois le gaz et le pétrole de schiste ainsi que le charbon sur leur sol, c’est la position des pays les plus menacés par le réchauffement climatique (montée du niveau de la mer en particulier). Ces pays, lors de cette réunion de Bonn, déclaraient qu’ils sont prêts à faire l’impasse sur les énergies fossiles pour entrer directement dans l’ère du solaire et de l’éolien (sans transition). C’est le concept de “leapfrog” (Dépasser, ne pas attendre que les objectifs économiques soient d’abord réalisés) qui tend à devenir, depuis peu, un mot clé dans les négociations climatiques. Ce saut (dans les pays arriérés-au sens industriel) qui évite la répétition du schéma classique dont la non durabilité est maintenant avérée a été défendu par maintes scientifiques, en particuliers autochtones car « la transformation des économies est plus facile pour les pays émergents », analyse Wael Hmaidan, Directeur international du réseau Climate Action Network (CAN), qui regroupe 950 ONG dans le monde, cité par le site d’économie responsable Novethic. “Les pays développés doivent remplacer leurs infrastructures existantes alors que les pays émergents sont en train de construire leurs économies. Tout ce qu’ils ont à faire, c’est de réorienter leur politique d’investissements dans une économie bas-carbone”. Cela peut sembler simple mais ces pays disposent-ils de ressources financières en rapport avec le défi ? Sinon les apports financiers prévus dans l’accord lors de la CoP21 seront-ils effectivement acheminés ? Rien n’est moins sûr au vu des difficultés, maintes fois vérifiées, à lever des fonds malgré les promesses. Un autre obstacle tout aussi réel, c’est le transfert de technologie.

Dans cette perspective, pour l’Afrique cela signifie qu’il faut se concentrer à exploiter le potentiel offert par les énergies renouvelables, le solaire, l’éolien et l’hydro électrique, notamment pour les pays de l’ouest de notre continent, au lieu de continuer à privilégier les énergies fossiles qu’il faudra ensuite remplacer par les énergies propres à la fois à cause de l’épuisement des ressources naturelles et pour l’impératif climatique.

On le voit, plusieurs obstacles relèvent de la volonté politique. L’absence d’une gouvernance mondiale qui est loin d’être envisagée, dans un court terme, dilue une question de sauvegarde des équilibres de la planète dans des préoccupations de pouvoir. Chez nous la récente promotion de Nouredine Bouterfa au poste de ministre de l’Énergie peut être vue aussi comme un retour assumé à des perspectives moins ambitieuses en termes d’énergies renouvelables. En effet, à contre courant du programme du gouvernement adopté en Conseil des ministres en janvier 2015 et qui prévoyait 40% d’électricité d’origine renouvelable en 2030, le désormais ex-PDG de la Sonelgaz n’a cessé de déclarer que ce programme est “utopique”. Il est vrai qu’il a développé son argumentation à partir du manque de ressources financières ainsi que des choix technologiques discutables, en particulier l’option du solaire photovoltaïque. Son credo pour le fossile pour assurer la dépendance énergétique du pays ne teindrait donc pas d’une position climato-sceptique. Maintenant, en tant que premier responsable d’un secteur aussi stratégique, on est en droit d’attendre de lui un cap pour le pays.

R. S.